Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1178

Artikel: Des oppositions surmontables
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009519

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

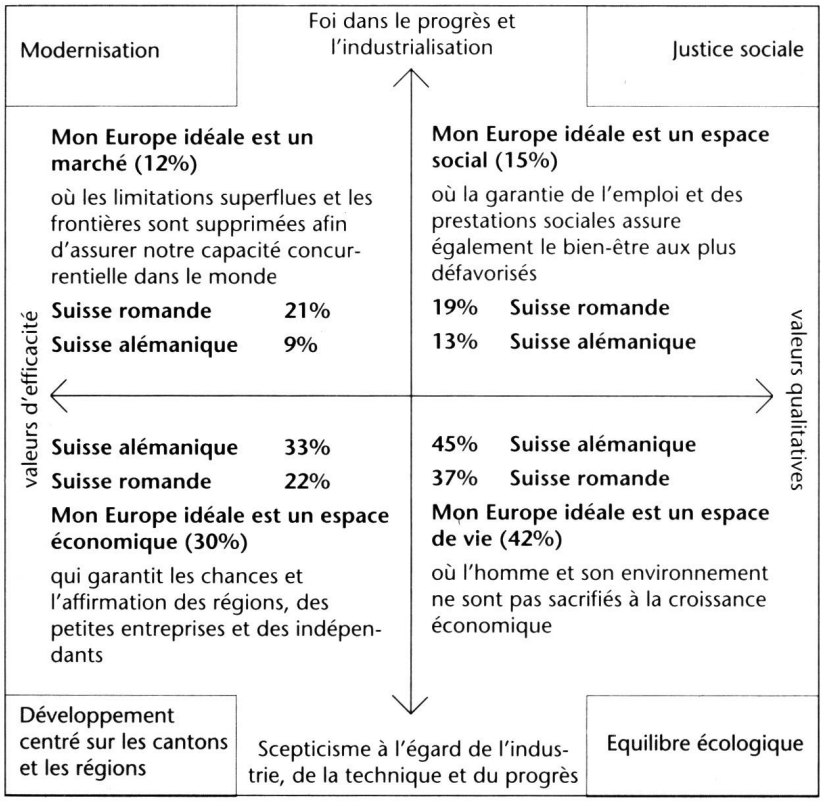
Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA SUISSE ET L'EUROPE

Des oppositions surmontables

(*jd*) Adhésion à l'Espace économique européen, initiative des Alpes, casques bleus: après chacune de ces votations, l'analyse spontanée et superficielle a privilégié le fossé qui sépare Alémaniques et Romands lorsqu'il s'agit de définir nos rapports avec l'Europe et le monde. Les premiers fermement attachés à la neutralité et opposés à un engagement plus marqué de la Suisse sur la scène internationale, les seconds ouverts au nouvel ordre continental et partisans d'une solidarité active. Cette appréciation sommaire est très probablement dictée par l'infographie largement diffusée par les médias et qui présente la Suisse en deux couleurs en fonction des résultats cantonaux.



Fin juillet, deux chercheurs zurichois ont proposé des résultats plus nuancés qui font un sort au trop fameux «Röstigraben» et ouvrent des perspectives nouvelles au débat politique sur nos relations extérieures.

Sur la base des trois votations précitées et d'autres objets soumis au suffrage populaire depuis 1984, ainsi que d'un sondage auprès de 2000 personnes dans douze régions représentatives du pays, les chercheurs constatent une grande stabilité des motivations de l'électorat dès lors que sont en jeu nos rapports avec l'Europe et le monde. Des motivations qui cependant ne trouvent pas leur origine dans les clivages linguistiques. Ainsi l'antagonisme entre les centres urbains et les périphéries alémaniques est beaucoup plus significatif que celui, trop hâtivement affirmé, entre Romands et Alémaniques.

Plus que la langue ou le positionnement sur un axe progrès-conservatisme, c'est un ensemble de deux dimensions qui détermine la position des Suisses à l'égard de l'Europe et définit quatre attitudes de base (voir graphique). Cette multipolarisation de l'opinion indique une majorité potentielle en faveur de l'intégration de la Suisse, pour autant que les thèmes de l'écologie et de la justice sociale prennent une place plus importante dans le débat interne sur l'Europe et dans d'éventuelles négociations avec l'Union. Serait alors isolé le camp de ceux qui persistent à croire que la Suisse peut continuer à jouer en solitaire.

L'analyse est intéressante parce qu'elle met en lumière deux erreurs à éviter désormais dans le débat sur les relations de la Suisse avec l'Europe: celle qui consiste à réduire l'enjeu européen à son aspect essentiellement économique, comme ce fut le cas dans la campagne sur l'EEE; et celle qui, prétextant l'échec de l'EEE, valorise la temporisation et le silence dans l'espoir que l'opinion publique, pour autant qu'on ne l'agace pas avec ce sujet, évoluera naturellement avec le temps — voir l'attitude actuelle de la plupart des partis politiques.

S'il paraît aujourd'hui vain de vouloir forcer une décision — adhésion à l'Union ou à un hypothétique Espace économique —, par contre un travail d'explication sur le terrain portant sur l'avenir de la Suisse et sur les valeurs à construire et à défendre dans le cadre d'une collaboration avec l'Europe pourrait se révéler fructueux. ■

RÉFÉRENCE

Hans-Peter Meier-Dallach et Rolf Nef: *Europabilder*, étude financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

La Suisse, l'Europe et DP

Que signifient les accords bilatéraux avec l'Union européenne que l'on désire conclure ? Quelle est la stratégie du Conseil fédéral ? Deux initiatives, pro et anti européennes, sont déposées, quand seront-elles soumises au peuple et avec quel accompagnement. A la veille des élections fédérales les partis seront-ils en mesure de définir une position claire, du moins ceux qui prônent un rapprochement avec l'Europe ?

Autant de sujets d'actualité. DP y consacrera, à la suite d'une journée d'étude consacrée à ces thèmes, une série d'articles.